



## Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALEA/38/157  
S/15707 ✓  
15 avril 1983  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

UN LIBRARY

APR 21 1983

ASSEMBLEE GENERALE  
Trente-huitième session  
Points 23 et 37 de la liste préliminaire\*  
LA SITUATION AU KAMPUCHEA  
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET DE  
LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST

CONSEIL DE SECURITE  
Trente-huitième année

Lettre datée du 14 avril 1983, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de la République démocratique populaire lao auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte du communiqué publié par la Conférence extraordinaire des Ministres des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea, de la République démocratique populaire lao et de la République socialiste du Viet Nam, tenue à Phnom Penh le 12 avril 1983.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 23 et 37 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim de la  
Mission permanente de la République  
démocratique populaire lao auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Xaynhonh KHAMMAVONG

\* A/38/50.

Annexe

COMMUNIQUE PUBLIE PAR LA CONFERENCE EXTRAORDINAIRE DES MINISTRES  
DES AFFAIRES ETRANGERES DU KAMPUCHEA, DU LAOS ET DU VIET NAM,  
TENUE LE 12 AVRIL 1983

Le Ministre des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea, M. Hun Sen, le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, M. Phoune Sipaseuth et le Ministre des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam, M. Nguyen Co Thach, se sont réunis en conférence extraordinaire à Phnom Penh le 12 avril 1983.

1. Les trois ministres se sont accordés à reconnaître que le succès de la Réunion au sommet tenue entre le Laos, le Kampuchea et le Viet Nam à Vientiane en février dernier a inauguré une ère nouvelle dans les relations entre les trois peuples, relations qui sont caractérisées par l'amitié, une solidarité militante et une étroite coopération dans tous les domaines. Les pays socialistes, plusieurs pays non alignés et épris de paix ainsi que l'opinion publique mondiale ont hautement apprécié la solidarité qui unit le Laos, le Kampuchea et le Viet Nam ainsi que la politique étrangère de paix, d'amitié et de coopération que pratiquent ces trois pays et ont estimé que la Réunion au sommet de Vientiane a apporté une contribution importante à la paix et à la stabilité dans l'Asie du Sud-Est et dans le monde.

2. La Conférence s'est vivement félicitée du succès de la septième Conférence au sommet des pays non alignés, qui apporte une importante contribution à la paix, à l'indépendance nationale et au développement économique des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Les trois pays indochinois s'associeront aux efforts déployés par l'Inde, qui préside le mouvement des pays non alignés, ainsi que par d'autres Etats membres pour mettre à profit le succès de la septième Conférence au sommet, répondre à l'appel historique de New Delhi et appliquer les résolutions politiques et économiques adoptées par la Conférence.

La République populaire du Kampuchea exprime sa profonde gratitude à la République démocratique populaire lao et à la République socialiste du Viet Nam, qui n'ont épargné aucun effort dans la recherche d'une solution rationnelle à la question de la représentation de la République populaire du Kampuchea au sein du Mouvement des pays non alignés.

Les pays indochinois remercient sincèrement les pays non alignés qui, par leur vigoureux appui, ont permis de triompher des forces impérialistes et des forces réactionnaires internationales, qui ont tenté de redonner à la clique de Pol Pot, coupable de génocide sous la férule de Sihanouk, la place qu'elle occupait au sein du Mouvement des pays non alignés.

La septième Conférence au sommet des pays non alignés a adopté des résolutions judicieuses - approuvées par les pays non alignés des deux groupes, les pays membres de l'ANASE et les pays indochinois - dans lesquelles elle a refusé de

reconnaître la clique de Pol Pot, invité instamment les pays de l'Asie du Sud-Est à négocier en vue de régler leurs différends et proposé une solution d'ensemble permettant de rétablir la paix et la sécurité dans l'Asie du Sud-Est.

Ces résolutions réfutent donc les résolutions erronées de l'Organisation des Nations Unies qui ne reflètent que les intérêts d'un seul groupe de pays de l'Asie du Sud-Est et ont été rejetées par l'autre groupe.

Les trois pays indochinois lancent un appel à l'Inde, qui préside le Mouvement des pays non alignés, ainsi qu'aux autres pays non alignés pour leur demander de ne ménager aucun effort en vue d'établir un dialogue entre les pays de l'Asie du Sud-Est et d'assurer l'application des résolutions de la septième Conférence au sommet concernant l'Asie du Sud-Est. Les trois pays indochinois demandent à l'ONU et à ses Etats Membres de ne plus reconnaître Pol Pot, de s'abstenir d'encourager toute confrontation en Asie du Sud-Est et d'oeuvrer en faveur de l'application des résolutions du Mouvement des pays non alignés concernant l'Asie du Sud-Est.

Les trois pays indochinois ont constaté avec plaisir que les pays qui avaient antérieurement voté en faveur de Pol Pot à l'ONU ont récemment décidé que le siège du Kampuchea devait demeurer vacant à la septième Conférence au sommet des pays non alignés.

3. Les trois ministres ont examiné la proposition faite à New Delhi le 8 mars 1983 par le Ministre des affaires étrangères de la Malaisie au cours de ses entretiens avec le Ministre des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam au sujet de l'ouverture d'un dialogue entre les pays de l'ANASE et les deux pays d'Indochine.

Ils ont noté que cette proposition était conforme à l'esprit des résolutions adoptées lors de la septième Conférence au sommet et avait été approuvée par plusieurs pays de l'ANASE.

La Conférence des ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE, qui s'est tenue le 23 mars 1983 à Bangkok, ne s'est pas encore prononcée sur cette question. La Conférence des ministres des affaires étrangères des trois pays indochinois condamne énergiquement la Chine pour son opposition systématique et totale à cette proposition. Cette attitude constitue une ingérence flagrante dans les affaires des pays de l'Asie du Sud-Est et un acte de sabotage contre la paix et la stabilité de cette région.

Les trois ministres ont également examiné la Déclaration de la Conférence de Bangkok susmentionnée. Ils ont pris acte du désir exprimé par les pays de l'ANASE en faveur d'un dialogue mais estiment que les conditions énoncées par ces derniers constituent un obstacle à un tel dialogue.

Les pays indochinois sont d'avis que le dialogue souhaité devrait inclure les deux groupes de pays de l'Asie du Sud-Est et que l'ordre du jour devrait soit être laissé ouvert soit être établi par consentement mutuel sur la base des résolutions de la septième Conférence au sommet des pays non alignés telles qu'elles ont été approuvées par les parties intéressées.

Les divergences concernant la liste des participants et l'ordre du jour pourraient être résolues par voie de consultation sur la base de l'égalité et du respect mutuel, dans l'intérêt de la paix et de la stabilité dans l'Asie du Sud-Est.

Les trois ministres ont décidé de poursuivre leurs efforts en vue de promouvoir le dialogue entre les pays de l'ANASE et les pays indochinois. Les trois pays indochinois demandent aux autres pays de ne pas entraver le dialogue entre les pays de l'Asie du Sud-Est et se féliciteraient de toute contribution à un tel dialogue, d'où qu'elle provienne.

4. Du fait de la stabilité de la situation au Kampuchea et afin de traduire en actes la déclaration faite par le Kampuchea et le Viet Nam au cours de la récente Réunion au sommet tenue à Vientiane en février 1983 sur le retrait annuel des unités de volontaires vietnamiens du Kampuchea, les ministres des affaires étrangères du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam ont informé la Conférence du retrait partiel de 1983, qui aura lieu en mai prochain.

5. La Conférence a examiné la situation qui règne le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande et a rejeté catégoriquement les allégations des milieux dirigeants américains et chinois ainsi que de certains milieux réactionnaires régionaux concernant la prétendue offensive contre les civils kampuchéens et la violation du territoire thaïlandais par l'armée vietnamienne.

Les ministres des affaires étrangères des trois pays indochinois condamnent énergiquement Beijing qui, en collusion avec Washington, utilise le territoire thaïlandais pour aider les forces de Pol Pot et d'autres forces réactionnaires kmères contre le peuple kampuchéen. Ils condamnent également de façon énergique les Etats-Unis qui intensifient leur aide à la Thaïlande sous forme de livraisons d'armes dans le but de regagner leur position perdue.

La Conférence a affirmé que le peuple kampuchéen et ses forces armées, aidés par les volontaires vietnamiens, sont en droit de châtier tous ceux qui sabotent la renaissance du peuple kampuchéen, aussi bien les vestiges de l'armée de Pol Pot que les autres forces contre-révolutionnaires.

Les trois pays indochinois, qui exigent des autorités thaïlandaises qu'elles mettent un terme à leur ingérence dans les affaires intérieures du Kampuchea et à la violation flagrante de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République populaire du Kampuchea, tiennent à réaffirmer énergiquement leur politique constante de respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Royaume de Thaïlande.

Les trois pays indochinois sont d'avis qu'il est urgent de mettre fin aux opérations militaires le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande, de résoudre le problème des victimes kampuchéennes et de rétablir la paix et la sécurité dans cette région frontalière. Ils réitèrent la proposition présentée par la Conférence des ministres des affaires étrangères du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam qui s'est tenue à Ho Chi Minh-Ville le 7 juillet 1982, proposition qui préconise l'établissement d'une zone de sécurité le long de la frontière entre le

Kampuchea et la Thaïlande, et lancent un appel à la Thaïlande pour qu'elle adopte une attitude positive afin de garantir la sécurité et la stabilité dans cette région frontalière.

Le Ministre des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea propose une fois de plus que la Croix-Rouge de la République populaire du Kampuchea et son homologue du Royaume de Thaïlande engagent des négociations sur le rapatriement des victimes kampuchéennes qui ont été forcées d'émigrer en Thaïlande.

Les trois pays indochinois sont prêts à examiner toute proposition visant à rétablir la paix et la sécurité dans la région frontalière entre le Kampuchea et la Thaïlande, ainsi que toutes formes de garantie internationale qui seraient jugées également acceptables par toutes les parties.

La République populaire du Kampuchea accueillerait avec satisfaction les efforts qui seraient déployés par tout pays ou toute organisation internationale qui, entretenant des relations amicales avec la République populaire du Kampuchea et la Thaïlande, aiderait ces deux pays à rétablir la paix et la stabilité le long de leur frontière.

Phnom Penh, le 12 avril 1983

-----